

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
: : : six mois, 14 : :
: : : un an, 25 : :

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abrevoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.
Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX, 12 DÉCEMBRE 1868.

Bulletin politique.

Les nouvelles de l'insurrection de Cadix restent toujours graves, et le gouvernement provisoire espagnol recueille aujourd'hui les fruits de son impuissance et de son incapacité. Nous sommes loin maintenant des enthousiasmes des premiers jours, et les perspectives si séduisantes de confraternité, d'unanimité des sentiments du peuple espagnol ont fait place à la plus pressante et à la plus cruelle des réalités.

Le télégraphe nous avait d'abord annoncé que la troupe avait facilement eu raison de l'émeute et que la barricade élevée à Cadix avait été aussitôt enlevée. Il lui a fallu ensuite avouer que, loin d'être vaincue, l'insurrection gagnait chaque jour du terrain. Les dépêches nous disent aussi « qu'un armistice de quarante-huit heures a été accordé aux insurgés de Cadix pour « enterrement des morts et faire sortir les femmes et les enfants ». L'armistice a expiré jeudi. Aux dernières nouvelles, les troupes du gouvernement provisoire se proposaient de faire une attaque simultanée avec la coopération des bâtiments de guerre. On comptait sur un résultat « certain ». Mais ce « résultat certain » quel sera-t-il ? Et dans tous les cas, n'est-il pas déplorable de voir un gouvernement de fait, issu d'une révolution récente, obligé d'avoir recours, pour maintenir l'ordre menacé, « aux errements qu'il a stigmatisés avec tant de violence, alors qu'ils étaient employés par le gouvernement de la reine Isabelle ?

Le 10 décembre, à Berlin, la commission pour la mise sous séquestre des biens de l'ex-prince Electeur de Hesse, a adopté la proposition du gouvernement par 13 voix contre une, celle de M. Wierchow, avec un amendement portant que la levée du séquestre ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi. A cette occasion, M. de Bismark, qui a retrouvé son activité des anciens jours, a déclaré à la commission, que le prince de Hesse avait compté sur

l'imminence d'une éventualité de guerre, et qu'il n'avait tenu aucun compte des avertissements réitérés qui lui auraient été adressés. « Les appréhensions de guerre de cet été, ajoute le chancelier fédéral, n'étaient pas sans fondement, elles n'ont été écartées que par une circonstance inespérée.

Quelle peut bien avoir été cette « circonstance inespérée » ?... Les organisateurs de la révolution espagnole nous donneront peut-être là-dessus des renseignements édifiants.

Le ministère anglais est maintenant formé. Les anciens ministres ont remis, le 9 décembre, au château de Windsor, en présence de la Reine, leurs portefeuilles à leurs successeurs. M. Gladstone remplace M. Disraeli comme premier ministre et il est à remarquer que ces deux hommes d'Etat parvenus tour à tour à ce poste si élevé dans un pays aristocratique, n'appartiennent ni l'un ni l'autre à l'aristocratie.

Le résultat de la démarche faite en commun par les trois puissances protectrices auprès du gouvernement hellénique, n'est pas encore connu ; les négociations suivent leur cours, et l'on continue à espérer une solution satisfaisante.

J. REBOUX.

CORRESPONDANCE PARISIENNE

Jeudi, 10 décembre.

Quoiqu'on en ait dit, le gouvernement français voit sans regret disparaître le cabinet Disraeli-Stanley, remplacé par la combinaison Gladstone-Clarendon. Un des premiers actes politiques du nouveau cabinet, sera d'établir une entente entre la France et l'Angleterre, au sujet des affaires d'Orient. Il est certain que tant que la France, l'Angleterre et l'Autriche seront d'accord sur cette question, la Russie sera obligée à se rallier à leur politique, et la question d'Orient restera assoupie.

Les nouvelles d'Espagne révèlent d'une manière frappante l'incapacité des hommes qui ont conduit la révolution. Il est bien probable que le désir d'usurper la

dictature ne manque pas au général ou plutôt au maréchal Prim, mais il n'ose pas, et l'on pourrait parodier à son intention un mot célèbre et dire que c'est un fanfaron d'usurpation.

Le gouvernement italien fait démentir par ses organes officieux l'envoi d'une circulaire de M. Menabrea, relatif aux deux condamnés récemment exécutés à Rome. Toutes les fois que nous entendons blâmer l'exécution de quelque grand criminel, nous nous rappelons cette réponse d'A. Karr, à ceux qui demandaient l'abolition de la peine de mort : « que Messieurs les assassins commentent. » Le *Mémorial diplomatique* annonce que l'Empereur recevra aux Tuileries, le dimanche 20, le comte d'Avila, qui lui remettra ses lettres de créance comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi de Portugal. Il remplace M. de Paiva qui passera en la même qualité à Berlin.

La cour rentrera à Paris jeudi prochain.

Si la session extraordinaire des Conseils généraux s'ouvre le 4 janvier, il paraît bien difficile que la session du Corps législatif s'ouvre le 11 janvier, car un grand nombre de députés sont en même temps conseillers généraux. Rien d'ailleurs n'est encore fixé officiellement.

C'est Me Gambetta qui, à défaut de M. Delescluze, empêché, a été choisi par l'Union démocratique comme candidat de l'opposition à Marseille. Le choix de ce candidat est significatif ; il est bien évident qu'il a été désigné « cause de sa plaidoirie dans l'affaire Baudin, et le *Sécle* annonce qu'il a accueilli cette nouvelle avec une « joie profonde ». Ceux qui ont lu la plaidoirie véhémement de Me Gambetta, savent que c'est là une candidature hostile au gouvernement, et M. Jules Favre, comparé au jeune avocat et à quelques-uns de ses confrères qui, comme lui, naissent à la vie politique, est un modéré. Il n'est pas douteux que, en présence de cette candidature, le gouvernement ne déploie comme à Toulon toutes les ressources dont il peut disposer. D'ailleurs, il a entre les mains une arme dont il peut légitimement user : il n'est pas obligé de convoquer immédiatement les électeurs ; il peut les faire attendre. Nous verrons s'il emploiera ce moyen ou s'il acceptera la lutte.

La Bourse s'émeut des nouvelles d'Orient, mais elle ne paraît pas redouter un conflit. On remarque le mouvement qui s'opère depuis quelques jours sur les obli-

gations du Victor-Emmanuel, estampillées et garanties par l'Etat. Elles rapportent 15 francs et si on suppose leur valeur par rapport à la rente, elles vaudraient 174 tandis qu'on les cote entre 150 et 160.

La reine Isabelle n'habitera pas les Champs-Élysées ; elle vient d'acheter au prix de 1,800,000 francs l'hôtel Basilewski, avenue du roi de Rome, voisin de celui de E. de Girardin. C'est une habitation vraiment princière. Le hasard aura aussi rapproché l'ex-souveraine d'Espagne et l'ami du général Prim.

Vous savez que la reine d'Angleterre vient de créer Mme Disraeli, pairesse du Royaume-Uni avec le titre de comtesse Beacousfield. Ce fait qui nous semble singulier dans notre pays n'a rien d'extraordinaire chez nos voisins. Le pairie accordée à Mme Disraeli est naturellement purement honorifique, c'est-à-dire que la femme de l'ex-premier ministre ne siègera pas à la chambre des lords ; mais elle peut se transmettre par ordre de primogéniture ; par conséquent, le fils aîné de M. Disraeli sera pair d'Angleterre. Cette transmission de titre ne peut s'effectuer que dans un pays où la loi salique n'est pas en vigueur.

On annonce la mort subite de M. Errazu, un riche mexicain établi depuis longtemps en France avec sa famille qui avait pris sa place dans la haute société parisienne. M. Errazu laisse sept enfants et une fortune considérable que les événements du Mexique dans ces dernières années, avaient cependant diminuée.

Le jeune prince de Lenchtenberg qui va épouser en Italie Mile Opotchinine prendra le titre de prince de Beauharnais que les fils du prince Eugène n'avaient pas porté. On dit que le gouvernement russe a adressé à ce sujet une note au gouvernement français. Il est curieux de voir ce nom, un des plus populaires du premier Empire, porté par un prince russe qui est à la fois neveu de l'empereur de Russie et petit-neveu de l'empereur Napoléon.

Rossini a toujours eu des tendances à la mystification, et voilà qu'on parle de coquilles récemment découvertes qui modifieraient les dispositions connues de son testament. Quoi qu'il en soit, Mme Rossini cherche déjà à tirer parti des compositions dont le maestro n'avait pas aliéné la propriété ou qu'il gardait en portefeuille. C'est, paraît-il, une mine féconde à exploiter. On dit que déjà Mme Rossini

a demandé à un éditeur de Paris 400,000 francs de la fameuse messe du maître. L'éditeur a fait quelques propositions de rabais ; on rapporte que des éditeurs de Londres sont intervenus et ont offert un million ; le chiffre me paraît bien exagéré. Enfin on dit que c'est M. Strakosch qui s'en est porté acquéreur.

Messieurs et Mesdames les sociétaires de la Comédie-Française, usant de leur droit constitutionnel, ont prononcé le renvoi de M. E. Provost, qui est allé immédiatement signer son engagement au Théâtre-Cluny, lequel paraît se trouver fort bien de ce que dédaigne le Théâtre-Français en fait d'auteurs et d'acteurs.

Pendant l'hiver, il n'y a pas de courses de chevaux ; des courses de vélocipèdes sont organisées au bois de Boulogne, pour dimanche. De nombreux paris sont engagés ; sans paris il n'y aurait pas de courses.

Il y a eu aujourd'hui conseil des ministres à Compiègne.

M. Ducasse et deux autres personnes arrêtées le 3 décembre, viennent d'être mis en liberté.

M. Mangin, directeur du *Phare de la Loire*, a été condamné aujourd'hui à 800 francs d'amende pour l'affaire Baudin.

Mme Patti, rétablie, chantera samedi dans le *Barbier*.

Le journal protectionniste fondé par M. de La Ponterie, paraîtra le 3 janvier. On dit que c'est Mme Augustine Brohan qui y sera chargée du feuilleton théâtral.

CH. CAROT.

Paris, 11 décembre.

Les nouvelles de l'extérieur ne présentent qu'un intérêt secondaire : Le cabinet anglais se constitue ; M. de Bismark s'occupe activement de dépouiller l'Électeur de Hesse ; l'Empereur d'Autriche témoigne à ses sujets hongrois sa satisfaction de la marche des affaires hongroises ; le grand Turc se demande s'il doit se fâcher contre la Grèce ; les Espagnols inaugurent le régime de la guerre civile à Cadix. C'est là que commence la guerre des Russ.

Chez nous le bruit des procès de presse retentit encore, et paraît devoir durer longtemps. La semaine prochaine le tribunal correctionnel aura à statuer sur le sort des personnes arrêtées le 3 décembre et qui sont restées à Mazas.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 13 DÉCEMBRE 1868.

— 6 —

L'ORAGE

Suite — Voir le Journal de Roubaix du 9 décembre.

III

L'ORAGE ET LA PAIX.

— L'orage doit être bien effrayant dans la montagne, reprit Frédéric. Il y aura peut-être des troupeaux détruits, des voyageurs emportés par les eaux. Nous entendrons parler de quelques malheurs sans doute.

— Et sur le Rhin ! s'écria Mina devenant toute pâle. Qui sait si de pauvres pêcheurs, de malheureux bateliers ne sont pas déjà engloutis à cette heure ?

— Ceci n'est nullement probable, interrompit le capitaine. L'orage menace depuis longtemps ; on a eu, du reste, le temps de se garer. Il faudrait être fou pour naviguer ou même pour voyager à cette heure.

Il n'avait pas cessé de parler qu'un coup de sonnette l'interrompit, venant comme pour lui répondre.

— En vérité, père, vous voyez qu'il y a des gens qui voyagent, répliqua Frédéric, on sonne à la porte du jardin.

— Je ne m'imagine guère qui diantre peut se mettre en route à l'heure qu'il est. Il vente et tonne à mettre en déroute une armée en campagne. En tous cas, il est clair que ce voyageur-là a besoin de se reposer. Vite, Fritz, Gertrude, allez ouvrir et ayez grand soin de prendre une lanterne.

Le capitaine fut promptement obéi, et bientôt des pas pressés se firent entendre, faisant crier le sable humide du jardin.

Puis on entra, on referma la porte du vestibule, on chuchotta dans le corridor, et, pendant deux ou trois minutes, personne ne se présenta au seuil du salon.

— Que font-ils donc là ! s'écria brusquement Steinherz, qui commençait à perdre patience. Il me semble que ce grand benêt de Fritz, ou cette vieille bavarde de Gertrude pourraient bien tout au moins venir me dire ce qu'il en est.

Gertrude parut à cet appel ; mais elle ne semblait nullement disposée à mériter en cet instant l'épithète qui venait de lui être si libéralement appliquée par son maître, car elle baissait les yeux, roulait entre ses doigts le coin de son tablier et n'était pas pressée de rompre le silence.

— Eh bien, qu'est-ce ? s'écria le capitaine. Sont-ce des voyageurs qui viennent demander un abri ?

La servante fit un signe affirmatif, inclinant la tête sans répondre.

— Eh diantre, vous ne les laisserez pas dans le corridor, je l'espère, reprit le capitaine, qui ne paraissait pas disposé à s'apaiser. Si ce sont des marchands de bestiaux ou des colporteurs juifs, menez-

les à la cuisine et faites en sorte qu'ils aient là du feu, des pipes et un pot de bière ; si ce sont des personnes comme il faut, des militaires ou des gens du pays, montrez-leur le chemin du salon et faites chauffer trois bouteilles de vin dans votre marmite.

Le capitaine, en achevant ces mots, avait fait de la main un geste comme pour éloigner la servante. Mais Gertrude ne bougea point et elle parut prendre subitement une grande résolution, sentant venir le moment suprême.

— Et si c'étaient des gens, répliqua-t-elle, qui sont trop éduqués pour me faire l'honneur de venir dans ma cuisine et que monsieur ne voudrait cependant pas recevoir dans son salon ?... Il faudrait que monsieur me fît savoir sa volonté dans ce cas, et c'est ce que dit ce monsieur qui est là ; car...

— Que signifie tout ce bavardage ?... et quels sont les gens qui sont là ?... Ce seraient donc des baladins, des comédiens, des sauteurs... trop éduqués pour la cuisine et pas assez tirés pour le salon. Je me demande ce que la vieille folle veut dire ?

Et ici, Steinherz, perdant patience et saisissant un flambeau, ouvrit vivement la porte et se dirigea vers le petit groupe. Ses enfants le suivirent, curieux, de voir les nouveaux venus dont la classification sociale paraissait être si difficile.

— Monsieur, murmura en ce moment la voix du professeur Gervinus, singulièrement contrainte, cérémonieuse et grave, pardonnez-moi si des circonstances plus fortes que ma volonté me contraignent à venir demander un abri sous votre toit... Ce n'est pas pour moi que je le réclame-

rais, mais je suis forcé de l'implorer pour...

Et, s'écartant un peu, il montrait du geste, au capitaine, Lisbeth, pâle, défaillante, les cheveux et les vêtements ruisselants de pluie, et soutenue, sans connaissance, dans les bras du vieux Fritz.

Frédéric, à cette vue, pâlit vivement, se retint d'une main au chambranle de la porte, comme pour ne pas s'élaner au-devant de son ancienne amie, et attacha sur le visage de son père des regards pleins de trouble et d'anxiété. Mina, en sa qualité de femme, toujours prête à secourir et à consoler les souffrants, ne se retint point, elle, et courut à Lisbeth, pressant contre son sein ses petites mains glacées, et pleurant de pitié, d'émotion, de terreur. En ce moment, par bonheur, le capitaine ne gronda pas ; il était sérieux, digne, pensif, et caressait sa moustache.

— Monsieur, répondit-il enfin, en un pareil moment, ma porte serait ouverte à tous, même aux inconnus, aux étrangers, même aux vagabonds qui errent par la campagne. A plus forte raison, vous étiez en droit de la franchir, et c'est moi-même qui vous invite à entrer.

Le capitaine, en parlant ainsi, désignait au professeur la porte du salon, par un geste aussi courtisif que grave ; puis il se retourna vers Gertrude.

— Vite, une chambre, un bon lit, un bon feu... La pauvre petite est terriblement mouillée... Soyez tranquille, monsieur, on aura bien soin d'elle.

Mina, au comble de la joie, porta à ses lèvres la main de son père, et s'élança sur l'escalier pour préparer elle-même la chambre de son amie. Frédéric, à force

d'instances, faisait franchir à Gervinus la

porte du salon.

Le capitaine y entra, plaça un grand fauteuil bien près du feu, et le désigna à son hôte :

— Je vous prie de vous asseoir, monsieur, dit-il.

Le professeur s'assit et s'assit. Gardant le silence, il attachait ses regards sur la flamme dorée qui brillait dans l'âtre, il étendait ses mains ridées devant le feu, moins pour les réchauffer peut-être que pour se donner une contenance, au milieu de ce silence embarrassant.

Tous trois continuaient à se faire. Au bout d'un moment, le capitaine sonna, Gertrude parut.

— Nous avons mis la demoiselle dans un lit bien chaud, dit-elle. Elle est beaucoup mieux maintenant.

— C'est bon. Vous savez ce que je vous ai dit à propos du vin... Prenez deux bouteilles de mon vin rouge, à droite, derrière les fagots, de la cannelle, du sucre, du citron ; allez, et faites vite !

Gervinus voulut protester par un geste ; le capitaine l'interrompit.

— D'avance, j'avais donné ces ordres à Gertrude, dit-il, vous avez pu l'entendre. Je me dois à moi-même d'exercer convenablement les devoirs de l'hospitalité envers le voyageur, quel qu'il soit, que le hasard et l'orage m'amènent.

Le professeur courba la tête et se tut ; bientôt après le vin chaud fit son entrée. Le capitaine alla lui-même chercher un grand gobelet d'argent bruni qui lui venait de son aïeul ; il le rempli jusqu'au bord et le plaça à côté de Gervinus. Celui-ci releva la tête, il vit le capitaine et son fils muets et immobiles, et, près de